

## ESPACE POLITIQUE/ESPACE CULTUREL : LES INTÉRÊTS D'UNE ALLIANCE

L'art contemporain à Nantes (enquête)

Laura Delavaud

ENS Cachan | « [Terrains & travaux](#) »

2007/2 n° 13 | pages 136 à 148

ISSN 1627-9506

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2007-2-page-136.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Laura Delavaud, « Espace politique/espace culturel : les intérêts d'une alliance. L'art contemporain à Nantes (enquête) », *Terrains & travaux* 2007/2 (n° 13), p. 136-148.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour ENS Cachan.

© ENS Cachan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Espace politique/espace culturel :

### les intérêts d'une alliance

#### L'art contemporain à Nantes

(enquête)

Étudier l'art contemporain dans une ville de province<sup>1</sup> peut paraître surprenant quand on connaît la concentration des structures de diffusion dans la capitale : hors de Paris, il existe en effet peu de galeries privées en France. À Nantes, où aucune n'est recensée<sup>2</sup>, la diffusion de l'art contemporain n'est donc possible que par le biais de subventions publiques. Il s'agit ici de saisir les enjeux que recouvre ce soutien financier pour les collectivités territoriales et de rendre compte de l'influence de cette implication des pouvoirs publics sur les logiques de diffusion artistique. Dans cette optique, une analyse documentaire<sup>3</sup> et une enquête de terrain<sup>4</sup> ont permis de mettre au jour l'articulation étroite entre les politiques culturelles et le projet politique municipal. Depuis plus d'une vingtaine d'années, les collectivités territoriales, et en particulier les communes, n'ont cessé d'investir dans le financement de la culture (Urfalino, 2004; Saez, 2004). C'est le cas à Nantes où, à la suite de la victoire de Jean-Marc Ayrault à l'élection municipale de 1989, la culture est fortement associée à l'identification et à la valorisation du territoire. La ville

---

1 Thèse en cours de réalisation, titre provisoire « *Les enjeux politiques et artistiques de l'art contemporain à Nantes* » sous la direction de Gérard Mauger, EHESS - CNRS

2 Dans le Guide des galeries Paris-Région Art moderne et contemporain *Bill'art 2004*, (éditions Dissonances), outre le fait que les trois-quarts des pages fassent référence aux galeries parisiennes, aucune galerie nantaise n'est recensée.

3 L'attention a été portée sur la presse locale, les bulletins municipaux d'information, les textes relatifs à la décentralisation (schéma de cohérence territorial, directive territoriale d'aménagement de l'estuaire de la Loire,...), les lettres municipales de la culture, la programmation des lieux de diffusion...

4 Une quarantaine d'entretiens ont été réalisés avec les acteurs d'institutions politiques (élu, fonctionnaires de la culture (mairie, Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)) et ceux de la culture (responsables et personnels d'institutions culturelles, d'associations, de galeries, artistes, collectionneurs, journalistes...). Un travail ethnographique lors de vernissages, de conférences de presse, de rencontres plus ou moins formelles, etc. a également permis de saisir plus finement les logiques de l'objet étudié.

consacre aujourd'hui 17% de son budget à la culture<sup>5</sup>. Loin d'être exceptionnel, cet effort culturel a cependant la particularité de porter de nombreux projets politiques (électoral, identitaire, démographique, économique...).

Après avoir retracé l'histoire politique et culturelle nantaise en montrant l'émergence de l'intérêt politique pour la culture et son imbrication avec les projets politiques locaux, nous montrerons, à travers l'exemple de la manifestation artistique *Estuaire*, les liens étroits qui se nouent entre les milieux politiques et artistiques.

## La culture saisie par la ville

La culture est devenue un enjeu d'importance pour les villes. Pour Philippe Urfalino, « l'exigence devenue légitime d'un soutien financier à la culture a fait de la politique culturelle un objet possible de gestion de l'image de l'équipe municipale et surtout du maire » (Urfalino, 2004). Par ailleurs, la culture apparaît de plus en plus associée au développement des villes et à leur notoriété. À cet égard, l'exemple de la ville de Nantes est éclairant puisque depuis une vingtaine d'années, les préoccupations culturelles ont accompagné les projets politiques locaux.

### *Une « résistance culturelle » à visée électorale*

Ainsi, au début des années 1980, la ville compte peu de structures culturelles et la culture est rattachée au service municipal de l'éducation. Le maire socialiste Alain Chenard décide, avec le concours de l'État (socialiste) de créer ce qui aurait dû être une Maison de la culture d'inspiration Malraux<sup>6</sup>. Pour la préfigurer, ils font appel à Jean Blaise, qui s'inscrit dans les réseaux de l'action culturelle<sup>7</sup> et qui vient de créer un centre culturel à la Guadeloupe. Mais aux élections municipales de 1983, le mandat d'Alain Chenard n'est pas renouvelé et Michel Chauty, sénateur RPR, est élu. La

---

5 En 2004, cet effort culturel représentait 15%, à titre comparatif, en 2002 les communes de plus de 150000 habitants consacraient en moyenne 15,3% de leurs dépenses à la culture (notes statistiques du DEPS, 2006)

6 Les Maisons de la culture sont financées à 50 % par l'État et à 50 % par la commune.

7 Jean Blaise est alors très proche de Philippe Téri, directeur de l'Office National de Diffusion Artistique, très inspiré de la philosophie de l'action culturelle.

nouvelle municipalité ne souhaite pas soutenir une structure initiée par la gauche et pour laquelle il faudrait de plus s'associer au gouvernement socialiste, elle estime d'autre part que les structures existantes, et en particulier la Maison de la culture de Loire-Atlantique (MCLA), sont suffisantes. La MCLA est majoritairement financée par le département, politiquement de droite et par conséquent allié de la nouvelle municipalité. Le monde de la culture nantais apparaît dès lors clivé et nombre d'intellectuels et d'artistes boycottent cet équipement symbole d'une culture « de droite » :

*« Ça touchait une partie de la population très, très bourge. Tardieu<sup>8</sup> avait un carnet d'adresses parisien, les copains des copains qui venaient de Paris en TGV, enfin c'était hallucinant. Les trois-quarts de la programmation étaient vraiment, enfin pour moi, inintéressants. Je connais des Nantais qui par principe n'y allaient jamais, politiquement tu étais séparé, quand tu étais de gauche, tu ne foutais jamais les pieds à la MCLA, c'était un principe de base. » (Damien, comédien nantais).*

Dans ce contexte de clivage politico-culturel, les milieux politiques et culturels socialistes se mobilisent. Jean Blaise s'allie aux élus socialistes des communes voisines<sup>9</sup> de Nantes pour créer un syndicat intercommunal à vocation culturelle, le Centre de recherche pour le développement culturel (CRDC). En voulant montrer « ce que peut être une culture de gauche » (Jean Blaise, directeur du Lieu Unique<sup>10</sup>), ce syndicat se donne une vocation de « résistance culturelle » dont l'objectif avoué est de soutenir les socialistes aux élections municipales de Nantes en 1989. La culture joue donc un rôle dans le « combat politique ». On assiste ainsi localement à « la construction politique de l'enjeu culturel » (Urfalino, 2004). Prônée par François Mitterrand dans les années 1970, l'idée d'une culture au service du projet politique global se propage aux collectivités. Jean-Marc Ayrault, maire socialiste de Saint-Herblain de 1977 à 1989, puis député en 1986 et membre du bureau exécutif du Parti socialiste depuis le début des années 1980, y souscrit. Dans cette optique, le CRDC développe ses activités (notamment en créant un festival de théâtre de rue à la Gournerie à Saint-Herblain) et édite une revue qui lui sert de vitrine : « *Face B, d'autres plages pour la culture* ». En développant l'idée qu'une autre culture est possible,

---

8 Jean-Luc Tardieu, metteur en scène, est alors directeur de la MCLA.

9 Les communes représentées sont Rezé, Saint Sébastien sur Loire, Saint-Nazaire, la Roche sur Yon et Saint-Herblain dont le maire est alors Jean-Marc Ayrault.

10 Nous reviendrons sur ce lieu *infra*.

l'action du CRDC révèle à quel point la culture est aussi pensée comme un argument électoral :

*« On va faire des choses à Saint-Herblain qui seront vues comme ce qu'aurait pu faire encore en plus grand la ville de Nantes et qu'elle ne fait pas, on va tendre un miroir aux Nantais » (Jean Blaise).*

Placer la culture au cœur du projet politique est d'ailleurs l'une des propositions de Jean-Marc Ayrault lors des élections municipales à Nantes. Selon lui, Nantes doit devenir la capitale culturelle de l'Ouest. Il insiste à cet égard sur « l'insertion de la culture dans l'économie » (Garat, 2002). Dès son élection en 1989, l'accent mis sur la culture accompagne la valorisation de la ville, témoignant ainsi d'une imbrication entre les politiques culturelles et le projet municipal.

### *La culture, vecteur d'identification et de valorisation du territoire*

À la fin des années 1980, la ville connaît une période de déclin à la fois identitaire, économique et démographique. Cité industrielle et portuaire, Nantes voit ses derniers chantiers navals fermer en 1986, et ses industries agro-alimentaires s'installer en périphérie. Entre les recensements de 1982 et 1990, le taux de croissance démographique ralentit du fait d'un solde migratoire négatif (Tableau I). L'un des objectifs de la nouvelle municipalité consiste alors à redynamiser le territoire. Pour cela, des travaux d'aménagement urbain sont entrepris : poursuite de l'installation du tramway, réaménagement de la ville par une modification du plan de circulation, développement des espaces verts, etc. Dans le même temps, la ville devient plus accessible grâce à une croissance de l'activité ferroviaire<sup>11</sup> et aéroportuaire et à une densification du réseau routier.

Dans ce contexte de valorisation du territoire, la ville se saisit de la culture. Dès 1989, la nouvelle municipalité crée un service de développement culturel, indépendant des autres services, dirigé par Pierre Leenhardt, metteur en scène et comédien qui, de 1982 à 1984, a été chargé de mission théâtre et action culturelle à la DRAC des

---

11 Dès le début des années 1990, le TGV relie Nantes à Paris en deux heures et ce, toutes les heures.

Pays de la Loire. L'accent est alors mis sur la création et un tissu culturel plus dense se constitue à Nantes :

*« À l'époque, la culture dépendait de la Direction de l'éducation et était juste un petit service qui supervisait les musées et les bibliothèques. Et donc la municipalité a décidé de créer une direction du développement culturel. [...] La première décision importante était le rapatriement du CRDC à Nantes puisque Ayrault en tant que maire de Saint-Herblain avait soutenu le CRDC qui entourait Nantes sans y avoir accès. Donc la réinstallation de Blaise à Nantes tout de suite. Et puis après, ça a été vraiment, en 1989, 1990, priorité à la création. Les deux grandes décisions, qui se sont faites en un mois, ce fut l'installation de Royal de Luxe<sup>12</sup> et [...] parallèlement le festival Les allumées lancé par Jean Blaise... Et puis on a installé le Centre chorégraphique national avec Claude Brumachon et Benjamin Lamarche... Évidemment la réinstallation de la compagnie La Chamaille que le sénateur Chauty avait censurée en 1983, juste après les élections, pour un spectacle qu'ils avaient jugé blasphématoire<sup>13</sup>... Et puis un soutien aux compagnies locales, le Théâtre Nuit, La Petite Ortie et je ne sais plus quoi. Enfin une volonté affichée et affirmée de réintroduire de la création et des créateurs. [...] La vie culturelle, elle vient de la création, Nantes était la Belle Endormie comme on disait, il fallait qu'il y ait des créateurs qui inventent des trucs et qui renouvellent » (Pierre Leenhardt, directeur du développement culturel à la ville de Nantes de 1989 à 1994).*

La culture devient dès lors une « composante essentielle de l'identité municipale » (Castelnuevo, Ginsburg, 1981) car elle la crédite d'un surplus de capital symbolique. Dans cette optique, le festival Les allumées est conçu pour faire redécouvrir la ville, à la fois à ses habitants mais aussi sur le plan national et international. En invitant une centaine d'artistes de grandes villes internationales culturellement reconnues<sup>14</sup> à investir la ville durant six jours et six nuits, ce festival vise ainsi à s'approprier les caractéristiques des villes invitées. La culture apparaît ici comme un vecteur d'identification positive :

*« En 1989, [le] besoin [de Jean-Marc Ayrault] c'est d'identifier la ville, de trouver quelque chose qui aille vite parce que le tramway ça prend dix ans. Il n'y a que la culture qui puisse aller aussi vite. On propose donc un festival qui s'appelle Les Allumées et qui va chercher des artistes dans le monde entier, donc une dimension internationale [...] et si on a choisi Barcelone ce n'est pas pour rien, parce que c'est une ville qui est en train d'exploser et*

---

12 Royal de Luxe est une troupe de théâtre de rue qui a aujourd'hui une reconnaissance internationale.

13 Il s'agit de la pièce Bas ventre.

14 Les villes invitées sont Barcelone en 1990, Saint-Petersbourg en 1991, Buenos Aires en 1992, Naples en 1993, Le Caire en 1994 et La Havane en 1995 (cette dernière édition n'a pas pu avoir lieu pour des raisons diplomatiques).

*finalement d'une certaine façon on va se comparer à Barcelone. » (Jean Blaise)*

Le fait de se placer dans une dimension internationale est ici clairement exprimé et l'accent est mis sur l'identification rapide et positive de la ville à travers ces manifestations culturelles. La comparaison avec le tramway est éclairante : si la population nantaise est aujourd'hui satisfaite de son réseau de transports en commun, la mise en place des lignes de tramway a été longue et contraignante, elle a généré d'importants troubles de la circulation routière et a été perçue pendant longtemps de manière négative. À l'inverse, une manifestation culturelle peut être mise en place relativement rapidement, sans causer de perturbations majeures, et les avantages en termes d'image<sup>15</sup> et d'économie sont immédiatement perceptibles. L'évocation de ces avantages participe de la « véritable stratégie de légitimation » des dépenses publiques en faveur de la culture (Dupuis, 2004). Jean Blaise s'appuie sur ces arguments pour voir ses projets soutenus :

*« On jouit d'une liberté totale parce qu'on est légitime dans cette ville, parce qu'on l'aide, parce qu'on participe de son développement et de son image ».*

La culture devient un « emblème », c'est-à-dire un critère d'identité, objet de « représentations mentales, d'actes de perception et d'appréciation, de connaissance et de reconnaissance, où les agents investissent leurs supposés et leurs présupposés, et de représentations objectales, dans des choses (emblème, drapeaux, insigne, etc.) ou des actes, stratégie intéressée de manipulation symbolique qui visent à déterminer les représentations (mentales) que les autres peuvent se faire de ces propriétés ou de leurs porteurs » (Bourdieu, 1980). Ces manifestations culturelles entrent ainsi en résonance avec le projet politique global d'identification du territoire sur le plan national et international et participent ainsi de l'attractivité et du développement du territoire. En effet, un renversement d'attractivité s'opère puisque entre les recensements de 1990 et 1999 le taux démographique s'accélère et devient l'un des plus importants de France sur cette période grâce à un solde migratoire qui redevient positif (Tableau I).

---

15 Les différentes éditions du festival seront relayées positivement par la presse contribuant ainsi à modifier l'image de la ville à son avantage.

Tableau I - Taux démographiques en moyenne annuelle entre recensements

	1982-1990	1990-1999
Taux d'évolution globale en %	0,23	1,09
- dû au solde naturel en %	0,72	0,71
- dû au solde migratoire en %	-0,49	0,39
Taux de natalité en ‰	15,9	14,9
Taux de mortalité en ‰	8,7	7,8

Source : Insee, Recensements de la population - dénombrements, Etat-civil

Dans ce contexte de mise en valeur du territoire, la culture a son importance et la part du budget global qui lui est alloué (17%) en fait d'ailleurs le principal poste budgétaire de la ville. Cet investissement municipal a des répercussions sur l'espace culturel. À cet égard, l'art contemporain, parce qu'il est majoritairement soutenu par les pouvoirs publics, révèle particulièrement bien les effets du soutien public à l'art.

## L'art contemporain au service de la ville

L'espace municipal de diffusion des arts plastiques se décline de plusieurs manières. D'une part, la ville met six salles d'exposition à disposition d'associations, de collectifs ou d'artistes. Prêtés gratuitement après examen d'un dossier, ces lieux ne font pas l'objet d'une programmation de la ville. Une quarantaine d'expositions est ainsi réalisée chaque année. Par ailleurs, quatre galeries associatives bénéficient d'un soutien : 7 000 euros sont accordés à Zoo Galerie, au Rayon vert et à la Galerie Confluence, 4 000 euros à Ipso facto<sup>16</sup>. Enfin, des structures plus importantes sont soutenues de manière plus conséquente. Le Musée des Beaux-arts est en régie directe et bénéficie d'un soutien d'environ trois millions d'euros<sup>17</sup>. Ses objectifs sont à la fois de conserver les collections et d'initier une politique d'expositions temporaires pour sensibiliser le public à la création contemporaine. Le Lieu Unique, ancienne usine LU, qui abrite le CRDC de Jean Blaise dont la subvention s'élève à 2 739 000 euros<sup>18</sup>, est une Scène nationale dont la programmation

16 Subventions votées au budget primitif de décembre 2006 pour l'année 2007.

17 Ces trois millions d'euros représentent les dépenses de fonctionnement directes ainsi que les salaires du personnel.

18 *Ibid.*

arts plastiques doit « faire connaître l'avant-garde, les expériences de laboratoire, les artistes contemporains » (Yannick Guin, adjoint à la culture). Enfin, l'École régionale des beaux-arts, financée à 80 % par la ville, programme dans sa galerie sept expositions d'art contemporain par an.

Pour tenter d'éclaircir les raisons et les effets du soutien à l'art contemporain, nous avons choisi de nous appuyer sur la manifestation *Estuaire*, initiée par Jean Blaise, pour montrer les imbrications des milieux politiques et artistiques et la réciprocité des intérêts qui les guident.

### *Estuaire, d'un projet politique à une manifestation artistique*

La manifestation d'art contemporain *Estuaire* est conçue en relation avec le contexte politique de création de la métropole Nantes Saint-Nazaire. Cette dernière souhaite accéder à une reconnaissance européenne en construisant un territoire socialement et économiquement puissant, attractif et accessible (développement des accès routiers, ferroviaires et aéroportuaires). Les lois de décentralisation ont permis aux différentes communes de ce territoire de se fédérer pour accéder à cette visibilité. Le premier objectif de la Directive territoriale d'aménagement de l'estuaire de la Loire est « d'affirmer le rôle du bi-pôle Nantes / Saint-Nazaire comme métropole européenne au bénéfice du Grand Ouest » (DTA, 2006). La visibilité européenne de la métropole est perçue comme une condition de son développement : « Plus elle sera visible, plus elle pourra prétendre accueillir les sièges sociaux de grandes entreprises, attirer des chercheurs, développer des activités de conception et de direction qui ont un effet d'entraînement sur les activités de production et de services... » (SCOT, 2004). L'ambition consiste donc à accroître la visibilité de la ville dans un espace que l'on souhaite le plus vaste possible, national mais surtout européen. Associer la culture à ce territoire doit permettre de l'identifier plus facilement et de favoriser son développement. C'est justement parce qu'il s'inscrit dans un « marché mondial » (Quemin, 2002 ; Moulin, 2000) que le recours à l'art contemporain favorise une identification internationale. La mise en scène de l'événement le montre clairement :

*«Au fil des ans, la métropole Nantes Saint-Nazaire se constitue avec l'ambition de devenir à l'échelle européenne le pôle économique et culturel du Grand Ouest de la France. [...] Estuaire accompagne la construction de l'identité de cette métropole.»*<sup>19</sup>

On retrouve ici l'une des principales motivations à l'ouverture internationale de la politique culturelle des villes qui consiste à leur offrir « une audience et des relations culturelles internationales [...] pour ancrer la collectivité dans un réseau international » (David et al., 1996). Programmée sur trois éditions (2007, 2009 et 2011 au cours des mois de juin, juillet et août), *Estuaire* prévoit l'installation d'œuvres contemporaines d'artistes internationalement reconnus<sup>20</sup> sur les bords de la Loire, de Nantes à Saint-Nazaire. Une quinzaine d'œuvres est installée pour l'été 2007, 50 % éphémères, 50 % pérennes. À la suite des trois éditions, l'investissement de ce territoire par les artistes doit permettre de l'identifier plus fortement et de donner une visibilité accrue à la métropole Nantes/Saint-Nazaire. Cet événement vise un large public (plus de 500 000 personnes, touristes, spécialistes et amateurs d'art, sont attendues). Il est conçu comme une manifestation à la fois artistique, touristique, économique et politique. Jouant sur plusieurs tableaux, l'art contemporain apparaît d'autant plus légitime que le caractère « démocratique » de cette manifestation est mis en avant. Pour Jean Blaise, ces œuvres à « l'air libre » et conçues sur un mode ludique<sup>21</sup> seraient plus accessibles à la population que dans un musée. Il est intéressant de voir comment Jean Blaise se saisit ici d'arguments extra artistiques (politiques, identification du territoire, démocratisation culturelle, développement touristique et économique,...) pour convaincre les élus du bien fondé de sa manifestation et bénéficier ainsi de leur soutien financier. Il le dit explicitement :

*« Je suis allé là où il y avait le vent, des intérêts et donc de l'argent [...] [Si les collectivités territoriales soutiennent Estuaire], c'est qu'elles sentent que cette manifestation pourra leur rapporter, et pas seulement en image, mais tout*

---

19 Présentation du programme Estuaire 2007 Nantes/ Saint-Nazaire, p. 3.

20 Exemples d'artistes sollicités : Felice Varini, Fabrice Hyber, Tadashi Kawamata, Patrick Bouchain, Daniel Buren, Jean-Luc Courcoult, Krijn De Koning, Jeppe Hein, Anish Kapoor...

21 Les artistes ont eu pour contrainte à la fois de s'intégrer dans le paysage mais aussi de penser leur oeuvre de manière à instaurer un jeu avec le public : exemple parmi d'autres, l'oeuvre de Jeppe Hein « *did I miss something ?* » où le fait de s'asseoir sur un banc provoque le jaillissement d'un jet d'eau dans la Loire ou encore l'oeuvre de Florentijn Hofman « Canard de bain » géant qui navigue le long de l'estuaire.

*simplement en retombées économiques, directes ou indirectes* » (Jean Blaise, débat organisé par *Place Publique*)

Politiquement et économiquement cette manifestation semble séduisante, mais qu'en est-il sur le plan artistique ?

### *Un art contemporain sur mesure*

La manifestation *Estuaire* est présentée comme une biennale d'art contemporain. Pour autant, les œuvres exposées ne répondent pas uniquement à des logiques artistiques puisque, comme nous l'avons vu plus haut, les artistes ont dû tenir compte du territoire et concevoir leur œuvre de manière la plus ludique possible. Si certains artistes jouissent d'une consécration internationale tels par exemple Daniel Buren ou Felice Varini, ce sont des artistes habitués de la commande publique qui savent adapter leurs œuvres aux demandes des commanditaires. Pour reprendre le mot de Jean Blaise, ce sont des artistes « doubles », ce qui signifie qu'ils peuvent jouer un double jeu : être présent dans le monde de l'art – ils exposent dans des centres d'art – et répondre à des demandes politiques. Pour le milieu nantais de l'art contemporain, cette manifestation satisfait des préoccupations davantage politiques qu'artistiques. Ainsi Philippe, responsable d'une institution artistique nantaise, émet des réserves sur le succès « artistique » de l'événement :

*« Le choix des artistes est très convenu, ce sont des grands noms de l'art contemporain [...] Pour moi, les professionnels de l'art contemporain ne viendront pas, ça tombe la même année que la biennale de Venise, la Documenta de Kassel et la foire de Bâle, on ne peut pas tout se taper. »*

Catherine, employée d'une autre institution artistique<sup>22</sup>, critique également vivement la manifestation :

*« Estuaire c'est très politique pour créer du lien entre Nantes et Saint-Nazaire. Ils utilisent l'art contemporain mais le land art c'est fini, les biennales c'est fini. [...] Ça ne fera venir que des politiques intéressés par le modèle d'aménagement »*

Ces deux témoignages pointent les limites artistiques de la manifestation et confirment la place des intérêts politiques et

---

<sup>22</sup> Pour des raisons de « devoir de réserve », Philippe et Catherine ont souhaité garder l'anonymat. Ils travaillent dans des institutions qui participent à *Estuaire*.

économiques. L'art contemporain semble ici faire fonction de support mais ne relève pas d'un objectif en soi. Le sous-titre de la première édition de la biennale le montre : *Estuaire, le paysage, l'art et le fleuve*, place d'emblée le paysage au premier plan et vise donc moins les professionnels de l'art que les touristes. Lors du débat organisé par la revue *Place Publique*, Jean Blaise énonce les publics susceptibles d'être intéressés par l'événement :

*« Si vous êtes amateur d'art, vous pouvez ne pas être totalement déçu quand même en ayant fait les trente installations proposées. Si vous n'êtes pas amateur d'art, du moins pas un spécialiste, mais que vous êtes curieux de tout, vous allez, là encore, avoir de vraies satisfactions. Et puis si vous n'aimez vraiment pas l'art, il vous restera la découverte de paysages que vous ne connaissez pas. [...] Pourvu qu'il fasse beau »*

*Estuaire* s'adresse donc autant aux « profanes » qu'aux spécialistes d'art contemporain. La manifestation a en effet attiré de nombreux touristes peu ou pas concernés par l'art. Sur les 764000 visites recensées sur l'édition de l'été 2007, moins d'une centaine de personnalités issues du monde de l'art ont été accueillies.

## Conclusion

L'exemple nantais montre bien les mécanismes de légitimation réciproque qui existent entre les milieux politiques et les milieux culturels. Néanmoins, le « jeu du catalogue » (Friedberg, Urfalino, 1984) qui scellait l'accord entre artistes et élus pour étendre quasiment à l'infini la liste des équipements et des manifestations soutenues est désormais terminé pour raison budgétaire. Comme l'atteste l'événement *Estuaire*, si des projets artistiques innovants sont toujours possibles, ceux-ci sont de plus en plus soumis à des impératifs extra-artistiques, souvent indissociablement économiques et politiques. Dans leur relation aux élus locaux, les artistes doivent élaborer des justifications de leur action qui n'étaient pas toujours nécessaires il y a deux décennies.

## REFERENCES

- BOURDIEU (P.), 1977. « La production de la croyance, contribution à une économie des biens symboliques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 13, pp. 3-43.
- BOURDIEU (P.), 1980. « L'identité et la représentation, éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°35, pp. 63-72.
- CASTELNUOVO (E.), GINZBURG (C), 1981. « Domination symbolique et géographie artistique dans l'histoire de l'art italien », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 40, pp. 51-72.
- CHIFFERT (A.), LECAT (R.), RELIQUET (P.), 1999. *La rénovation des instruments juridiques des services publics culturels locaux*, Ministère de la Culture et de la Communication, Inspection générale de l'administration des affaires culturelles.
- DAVID (M.), DUBOIS (V.), SAEZ (G.), 1996. *Les collectivités territoriales vers une politique de relations culturelles internationales?*, Observatoire des politiques culturelles.
- Directive territoriale d'aménagement de l'estuaire de la Loire, 19 septembre 2006.
- DUPUIS (X.), 2004. « De l'économie au management de la culture ». In: SAEZ (G.), *Institutions et vie culturelles*, Paris, Documentation française, pp. 148-151.
- FRIEDBERG (E.), URFALINO (P.), 1984. *Le jeu du catalogue. Les contraintes de l'action culturelle dans les villes*, Paris, la Documentation Française.
- GARAT (I.), 2002. « Festivals nantais autour de "musiques sur l'île" et "tissé métisse" » In: *L'inscription territoriale et le jeu des acteurs dans les événements culturels et festifs*, DEP – Ministère de la culture, CNRS – UMR 6590 – espaces géographiques et sociétés.
- GARAT (I.) (dir.), 2005. *Nantes. De la belle endormie au nouvel Eden de l'Ouest*, Anthropos, Villes.
- GROSNICK (U.) (dir.), 2005. *Art Now vol.2*, Taschen.
- HEINICH (N.), 1998. *L'art contemporain exposé aux rejets*. Nîmes: Jacqueline Chambon/Artprice.
- MOULIN (R.), 2000. *Le marché de l'art, mondialisation et nouvelles technologies*. Paris: Flammarion.

- QUEMIN (A.), 2002. *L'art contemporain international : entre les institutions et le marché (le rapport disparu)*, Nîmes, Jacqueline Chambon/Artprice.
- SAEZ (G.), 2004. « La politique culturelle des villes ». In SAEZ (G.), *Institutions et vie culturelles*, Paris, Documentation française, pp. 148-151.
- Schéma de Cohérence territorial de la Métropole Nantes Saint-St-Nazaire, Concertation publique: Diagnostic, Novembre 2004.
- URFALINO (P.), 2004. *L'invention de la politique culturelle*, Paris, Hachette Littérature.